

# L'Aigle Infos

*L'information qu'il vous faut!*



Hebdomadaire indépendant d'informations générales N°223 du lundi 09 mai 2022 - Prix: 3 000 GNF - Zone CFA: 500

Poursuites contre Alpha Condé P.2  
**« Ça fait mal au cœur... » (Sory Sanoh, ancien préfet et membre du RPG)**



Ousmane Gaoual Diallo aux acteurs politiques  
**« Le CNRD n'est pas compétiteur pour les élections à venir... »** P.3



Séjour prolongé de Cellou Dalein à l'étranger  
**Aliou Condé de l'UFDG en donne les raisons** P.4



Nomination  
**Thierno Mamadou Bah devient président du CA de l'OGP** P.3

Aid el-Fitr 2022 P.5  
**La paix et l'unité nationale au cœur du sermon du Grand imam de Conakry**

Liberté de la presse  
**Le bond de la Guinée au classement mondial réjouit le gouvernement** P.2

Collecte, traitement et diffusion de l'information P.3

## La ministre Rose Pola Pricemou exhorte à plus de responsabilité



Edito à vue d'Aigle

### Vivement une presse libre et responsable en Guinée !

La presse est considérée à juste raison comme le quatrième pouvoir dans le monde entier. Le 3 Mai de chaque année, les professionnels des médias célèbrent la Journée Mondiale de la Liberté de la presse. Au pays du colonel Mamadi Doumbouya, cette année, cette célébration s'est étendue sur 3 jours, du 4 au 6 Mai. Et c'est le Premier ministre qui a eu l'honneur de lancer les travaux au Chapiteau du palais du peuple. A cette occasion, Mohamed Béavogui s'est réjoui particulièrement de la remarquable progression de la Guinée au classement annuel mondial de la liberté de la presse (25 places gagnées)... P2

## Edito à vue d'Aigle



### Vivement une presse libre et responsable en Guinée !

La presse est considérée à juste raison comme le quatrième pouvoir dans le monde entier. Le 3 Mai de chaque année, les professionnels des médias célèbrent la Journée Mondiale de la Liberté de la presse. Au pays du colonel Mamadi Doumbouya, cette année, cette célébration s'est étendue sur 3 jours, du 4 au 6 Mai. Et c'est le Premier ministre qui a eu l'honneur de lancer les travaux au Chapiteau du palais du peuple. A cette occasion, Mohamed Béavogui s'est réjoui particulièrement de la remarquable progression de la Guinée au classement annuel mondial de la liberté de la presse (25 places gagnées).

« Je peux vous assurer ici de la détermination du Président de la transition, le Colonel Mamadi Doumbouya à continuer à vous garantir ces droits fondamentaux. C'est pourquoi, il a mis à votre disposition un bâtiment provisoire de très grande qualité en attendant la construction de la nouvelle maison de la presse. L'engagement du Gouvernement vient d'être salué par le dernier rapport de Reporters Sans Frontières. La progression de la Guinée de 25 places au classement annuel mondial de la liberté de la presse est un acquis indéniable que nous allons conforter davantage en améliorant les conditions de travail de nos médias. En parcourant la presse ce matin, j'ai été interpellé par ce témoignage d'un de vos confrères sur la difficile situation dans laquelle certains journalistes exercent encore leur métier dans le pays. Ensemble avec les organisations et patrons de presse, les pouvoirs publics devront conduire une réflexion destinée à favoriser la création d'un meilleur environnement pour une pratique décente du métier d'informer », a déclaré le chef du gouvernement de transition. En guise de conseils fraternels aux hommes de médias, le locataire du Palais de

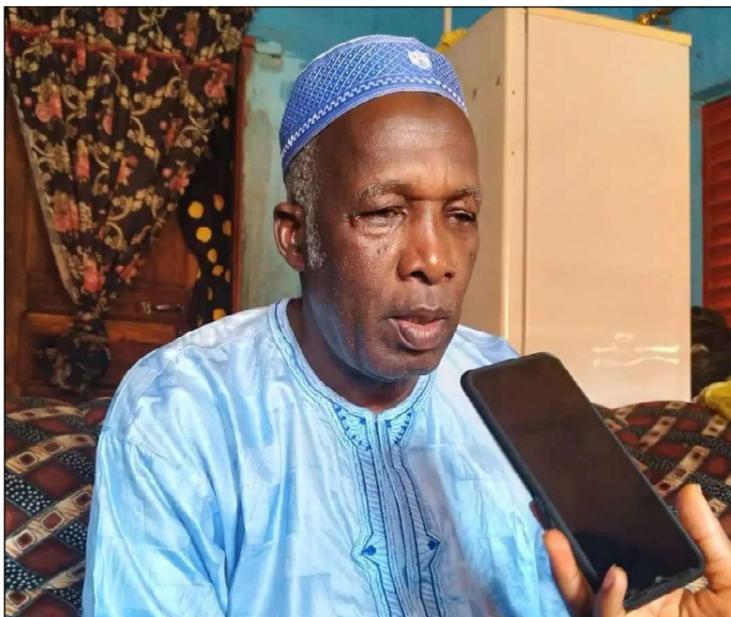
la Colombe dira ceci : « Vous êtes des vecteurs de vulgarisation de messages de vérités, de cohésion sociale et de pardon pour renforcer nos liens fraternels, culturels et historiques. Nous avons encore une fois apprécié voir votre contribution au fort engouement suscité par les Assises nationales qui viennent de prendre fin. Nous vous en remercions et comptons sur vous pour nous accompagner dans l'application des résolutions et recommandations qui en découleront. Je termine en vous invitant, comme l'avait suggéré Albert Camus, à élever notre pays en élevant son langage car ce que vous dites, écrivez et montrez oriente considérablement notre pays. Sur ces mots, je déclare ouvertes Les Journées de la liberté de la presse en Guinée. Je vous remercie. »

Vivement donc une presse véritablement libre et responsable dans la collecte, le traitement et la diffusion de l'information. Ce qui contribuera, à coup sûr, à redorer d'année en année le blason de la Guinée en matière de respect de la liberté de la presse.

Kéfina Diakité

## Poursuites contre Alpha Condé

### « Ça fait mal au cœur... » (Sory Sanoh, ancien préfet et membre du RPG)



Alpha Condé et certains de ses ministres seront poursuivis pour des faits présumés d'assassinat et complicité de meurtre. L'annonce a été faite la semaine dernière par le procureur général près la cour d'appel de Conakry, Alphonse Charles Wright, et elle a fait réagir l'ancien préfet Sory Sanoh.

« Quand on entend qu'une personnalité comme Alpha Condé et

ses camarades sont poursuivis, ça fait mal au cœur, mais ce n'est pas mauvais, il y a plusieurs choses qui sont cachées et qui vont apparaître. La justice étant la boussole comme l'a dit le colonel Mamadi Doumbouya, on verra bien ceux qui sont morts, comment ils sont morts et par quoi ils sont morts. Les manifestations ont-elles été autorisées ou interdites, il faut penser à ça

aussi parce que ceux qui organisaient les manifestations, la loi leur disait de ne pas manifester parce qu'on sait en Guinée on dit que toutes les manifestations sont pacifiques mais ça se termine par la violence. Imaginez-vous qu'on a brûlé un train ici, on a pris un gendarme vivant et on l'a dépiécé, on a cassé des poteaux, on a incendié des maisons, tout ça ce ne sont pas des marches pacifiques. Donc ceux qui ont organisé ces marches là aussi doivent répondre de leurs actes... Les saisies d'armes qui ont été faites la dernière fois chez un monsieur à Wanindara c'est des armes de guerre. Lui il détenait ça pourquoi, et on sait que pendant les manifestations les gens étaient tués par fusils de guerre », fait remarquer l'ancien préfet Sory Sanoh, membre de la coordination régionale du RPG Arc-en-ciel à Kankan. Contrairement à lui, les victimes et leurs parents ainsi que les organisations de défense des droits de l'homme ont applaudi des deux mains cette courageuse décision prise par la justice guinéenne.

Tidiane Diallo

## Liberté de la presse

# Le bond de la Guinée au classement mondial réjouit le gouvernement

Le Premier ministre guinéen, Mohamed Béavogui, à la faveur du lancement des travaux de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse le mercredi 4 mai 2022, au Chapiteau du palais du peuple, est revenu entre autres sur la progression de la Guinée de 25 places au classement annuel mondial de la liberté de la presse.

« En démocratie, la liberté de la presse est essentielle. Elle est clairement consacrée dans l'article 19 de la déclaration universelle des droits de l'homme... », a rappelé l'actuel locataire du Palais de la Colombe. Et d'ajouter : « Je peux vous assurer ici de la détermination du Président de la transition, le Colonel Mamadi Doumbouya à continuer à vous garantir ces droits fondamentaux. C'est pourquoi, il a mis à votre disposition un bâtiment provisoire de très grande qualité en attendant la construction de la nou-

velle maison de la presse. L'engagement du Gouvernement vient d'être salué par le dernier rapport de Reporters Sans Frontières. La progression de la Guinée de 25 places au classement annuel mondial de la liberté de la presse est un acquis indéniable que nous allons conforter davantage en améliorant les conditions de travail de nos médias. En parcourant la presse ce matin, j'ai été interpellé par ce témoignage d'un de vos confrères sur la difficile situation dans laquelle certains journalistes exercent encore leur métier dans le pays. Ensemble avec les organisations et patrons de presse, les pouvoirs publics devront conduire une réflexion destinée à favoriser la création d'un meilleur environnement pour une pratique décente du métier d'informer. »

Dans son discours, le Premier ministre n'a pas manqué de pro-

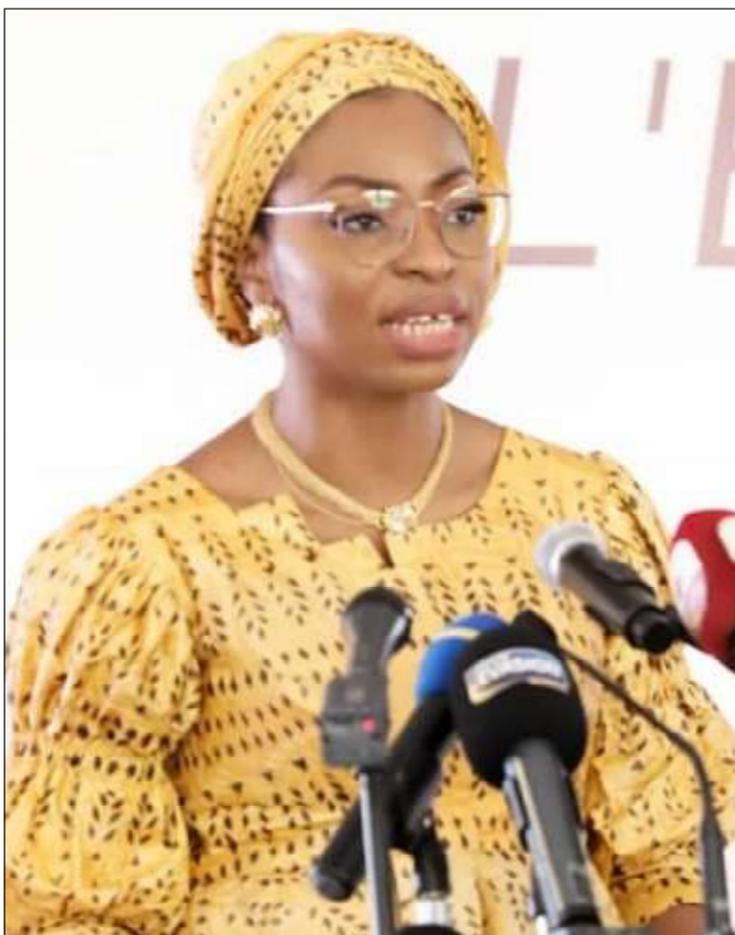
diger d'utiles conseils aux hommes de médias. « Vous êtes des vecteurs de vulgarisation de messages de vérités, de cohésion sociale et de pardon pour renforcer nos liens fraternels, culturels et historiques. Nous avons encore une fois apprécié voir votre contribution au fort engouement suscité par les Assises nationales qui viennent de prendre fin. Nous vous en remercions et comptons sur vous pour nous accompagner dans l'application des résolutions et recommandations qui en découleront. Je termine en vous invitant, comme l'avait suggéré Albert Camus, à élever notre pays en élevant son langage car ce que vous dites, écrivez et montrez oriente considérablement notre pays. Sur ces mots, je déclare ouvertes Les Journées de la liberté de la presse en Guinée. Je vous remercie. », a-t-il déclaré.

Kéfina Diakité

Collecte, traitement et diffusion de l'information

## La ministre Rose Pola Pricemou exhorte à plus de responsabilité

La ministre de l'Information et de la Communication, Rose Pola Pricemou, a mis à profit la célébration de la Journée Mondiale de la liberté de la presse pour exhorter les professionnels des médias à plus de responsabilité dans la collecte, le traitement et la diffusion de l'information.



C'est le Chapiteau By Issa (au palais du peuple) qui a servi de cadre, du 04 au 06 Mai, à la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse par les professionnels des médias. Une occasion que la ministre de l'Information et de la Communication, Rose Pola Pricemou, a mise à profit pour réitérer l'engagement du gouvernement à être aux côtés des journalistes. Elle les a rassurés que leurs différents plaidoyers seront pris en compte. « Nous vous réitérons notre volonté et engagement d'être à vos côtés depuis l'avènement du 05 septembre dernier afin de relever les défis qui nous interpellent tous. Je peux vous rassurer que les recommandations issues des présentes journées serviront de repère pour la suite des encouragements et du soutien des médias », a rassuré la ministre

Rose Pola Pricemou. Au nom du président de la transition et du chef du gouvernement, elle s'est fait le devoir d'exhorter les journalistes guinéens à plus de responsabilité. « Monsieur le président de la République et le Premier ministre Mohamed Beavogui attachent du prix à la qualification de nos médias et exhortent à plus de responsabilité dans la collecte, le traitement et la diffusion de l'information pour une meilleure contribution au processus de refondation de notre État afin d'établir les bases pour une démocratie inclusive à la hauteur des attentes de chacun et de tous. Et les médias jouent un rôle primordial dans ce sens. », précise la ministre de l'Information et de la Communication, Rose Pola Pricemou.

Tidiane Diallo

Ousmane Gaoual Diallo aux acteurs politiques

## « Le CNRD n'est pas compétiteur pour les élections à venir... »

Le vendredi 6 mai, dans l'émission "Mirador" de FIM FM, Ousmane Gaoual Diallo, porte-parole du Gouvernement, par ailleurs ministre de l'Urbanisme de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire, a fait savoir que le gouvernement Mohamed Béavogui reste ouvert au dialogue et qu'il serait en train de tout mettre en œuvre pour amener les acteurs autour d'une même table.

« Nous leur écrivons et on leur parle quasi quotidiennement. Il n'y a pas une semaine que le ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation n'échange pas avec l'ANAD, le FNDC... Cela veut dire que le contact est maintenu. Même si on n'est pas en phase totalement pour ce qui est de l'expression publique, l'échange est là quotidiennement, ce n'est pas comme le RPG au pouvoir où le pont était rompu... On est ouvert au dialogue mais le cadre dialogue pose problème pour certains. Le CNRD a envie de discuter avec tous les acteurs, mais il y a des acteurs qui veulent une discussion exclusive entre eux et le CNRD. Le CNRD n'est pas compétiteur pour les élections à venir, nous sommes arbitre. Et quand on est arbitre on rassemble tout le monde, on n'exclut pas. Mais si vous voulez que ça soit seulement exclusif entre vous et le CNRD, il y a un problème », a indiqué Ousmane Gaoual Diallo. Et d'ajouter : « Notre société est faite aussi de méfiance parce qu'il y a eu tellement de déceptions dans les accords, dans les dialogues



précédemment, dans l'attitude de l'État vis-à-vis de ses politiques, vis-à-vis de sa société civile, vis-à-vis de sa société de façon générale que la confiance est difficile à établir. Tout est fait de méfiance, tout est fait de défiance. Il faut absolument ramener la confiance, et c'est difficile... À chaque fois que vous posez un acte, on dit non, non... Donc la question de dialogue est un problème de notre société, nous devons faire l'effort d'aller pérenniser quelque chose, trouver un cadre où

nous pouvons nous retrouver pour discuter. Aujourd'hui, la seule chose qu'on n'a pas faite, c'est de prendre un fouet et aller derrière les gens pour aller au dialogue ».

A rappeler que les 39 mois proposés par le CNRD comme durée de la transition sont rejetés par les poids lourds de la scène sociopolitique guinéenne que sont l'ANAD, le FNDC, le FNDC politique, le RPG Arc-en-ciel et alliés.

Kéfina Diakité

### Nomination

## Thierno Mamadou Bah devient président du CA de l'OGP

Le vendredi 6 mai, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a, à travers un décret lu à la télévision nationale, nommé les 11 membres du Conseil d'Administration de l'Office Guinéen de Publicité (OGP). Dans un autre décret, Thierno Mamadou Bah, conseiller personnel du président de la transition, a été nommé président dudit CA.

Ils sont onze cadres à avoir été nommés au sein du Conseil d'Administration de l'Office Guinéen de Publicité (OGP). Il s'agit de Thierno Mamadou Bah, conseiller personnel du président de la transition ; du

Commandant Mouctar Kaba ; de Monsieur Mohamed Camara, conseiller chargé de mission ; de Madame Adèle Camara, cheffe de cabinet du ministère de l'Information et de la Communication ; de Monsieur Morlaye Soumah ; chef de cabinet du ministère de l'Économie, des Finances et du Plan ; de Madame Ramatoulaye Baldé, inspectrice générale des Services fiscaux du ministère du Budget ; de Monsieur François Gono Condé, chef de cabinet du ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation ; de Monsieur N'Faly Sylla,

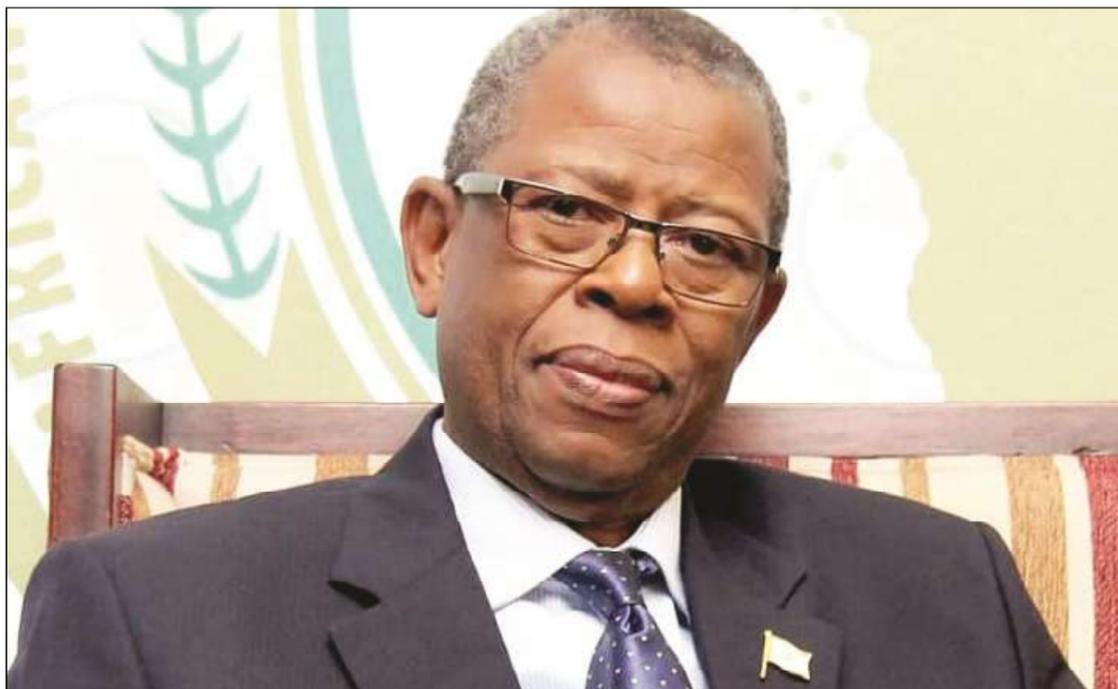
chef de cabinet du ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique ; de Madame Saran Camara, chef de cabinet du ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat ; de Monsieur Sanfan Mohamad Cissé, chef de cabinet du ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes entreprises ; et de Monsieur Ibrahima Dieng, président de l'Union nationale des agences et régies publicitaire de Guinée.

Tidiane Diallo

Séjour prolongé de Cellou Dalein à l'étranger

## Aliou Condé de l'UFDG en donne les raisons

Le jeudi 5 mai 2022, dans l'émission «Mirador» de FIM FM, Aliou Condé, le Secrétaire Général de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG), a tenté de justifier le séjour prolongé à l'étranger de Cellou Dalein Diallo, le président du parti et candidat potentiel à la succession du colonel Mamadi Doumbouya à la présidence de la république de Guinée.



«Tout dépend du programme de M. Diallo. Il avait décidé d'aller faire sa Ûmra, il est parti la faire, elle est terminée. Il se

prépare à rentrer mais quand est-ce qu'il viendra, ça dépend aussi de ses occupations à l'extérieur, parce que le travail

ne se fait pas simplement qu'à l'intérieur. Il a un programme très chargé, il s'en occupe. Vous le saurez sous peu, je ne

vois pas pourquoi il aurait peur de rentrer, puisque s'il veut faire de la politique, s'il veut être candidat à des élections, ce n'est pas à partir de la France ou du Sénégal qu'il va être candidat, sa candidature ne peut être déposée qu'ici », déclare Aliou Condé qui soutient par ailleurs que l'ancien Premier ministre de feu Lansana Conté est plutôt serein et que sa gestion antérieure de la chose publique ne l'effraie pas du tout. « Quand il jugera le moment opportun, il rentrera. Actuellement, en Guinée, il a une équipe qui est là qui continue le travail et nous ne sentons pas son absence. Et comme vous le savez, aujourd'hui nous sommes à l'ère du numérique, les distances n'existent plus », fait-il savoir. Aliou Condé a également abordé le sujet relatif à Air Guinée, un dossier dans lequel

son président est régulièrement cité. « J'avais dit que c'est une bonne chose que ce dossier arrive. Depuis 2010 on en parle. Pour la petite histoire, est-ce que vous savez dans le cadre des audits il n'a jamais été interrogé dans cette histoire. Et quand vous faites des audits, la première des choses d'abord c'est de lui donner le rapport pour qu'il se prononce lui-même. Nous avons tellement hâte de finir avec cette histoire parce qu'il a toujours été présenté comme le plus grand prédateur politique en République de Guinée. Et jamais quelqu'un n'a donné une preuve quelconque et de quelque nature que ça soit comme pour dire voilà Cellou, voilà ce qu'il a fait, c'est un prédateur dans tel domaine ou tel domaine », indique Aliou Condé.

Tidiane Diallo

Cité dans le dossier des crimes de sang sous Alpha

## Mouctar Diallo de NFD parle de diffamation ourdie par ses adversaires

L'ancien ministre Mouctar Diallo, Président de NFD (Nouvelles Forces Démocratiques), est cité dans le très compromettant dossier des crimes de sang sous le régime Alpha Condé. L'intéressé parle plutôt de diffamation ourdie par ses adversaires et dit n'être mêlé ni de près ni de loin à un crime ou à une violence et qu'il est d'ailleurs victime.

« Toutes mes actions politiques sont inscrites dans le cadre de la loi et suivant les normes démocratiques et républicaines. J'ai toujours prôné la non-violence même quand mes partisans et moi en sommes victimes. Depuis plus de 30 ans je me bats pour la justice, la démocratie, la paix, l'unité nationale et le développement. Et les preuves sont visibles.

Quand des responsables du FNDC, pour des raisons obscures, ont mis mon nom sur leur liste fantaisiste de 92 personnalités du régime du Président Alpha Condé, nous accusant de crimes de sang, je les ai immédiatement défiés de publier leurs prétendues preuves contre moi, qui en réalité n'existent pas. Et les jours qui ont suivi, mes avocats ont dé-

posé une plainte contre eux pour diffamation, au Parquet du Tribunal de Première Instance de Dixinn. Cette plainte a été déposée, le 26 Avril 2022, avant même que le Procureur Général, Monsieur Charles Wright, ne donne suite à cette diffamation, en décidant de poursuivre certaines personnes mentionnées sur cette liste fallacieuse, dont moi-même.

Je suis à la fois surpris et indigné par cette diffamation ourdie par mes adversaires, qui vise à ternir mon image et à entamer ma réputation, mon honneur et ma dignité, et ceux de mes proches, pour des raisons politiques. Je prie Dieu, Le Juste, de faire toute la lumière autour de ces crimes. Et je me battrai pour cela.

Si la justice est véritablement la boussole du CNRD et si elle n'est pas un moyen d'élimination judiciaire de potentiels adversaires ou un moyen de règlements de comptes, je suis absolument sûr qu'il y aura un procès qui aboutira à la con-



damnation de mes détracteurs, conformément à la loi.

Vivement la tenue rapide d'un procès apolitique, juste et équitable. », a réagi par écrit Dr.

Mouctar Diallo, ancien ministre et président des Nouvelles Forces Démocratiques (NFD)

Tidiane Diallo

Lisez le journal numérique sur le site



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Aïd el-Fitr 2022

## La paix et l'unité nationale au cœur du sermon du Grand imam de Conakry

Le lundi 2 mai 2022, les fidèles musulmans de Guinée, après 30 jours de jeûne, ont célébré l'Aïd El-fitr, la fête marquant la fin du mois saint de Ramadan. Le Président de la Transition, le colonel Mamadi Doumbouya, s'est acquitté de son devoir religieux dans la cour du Palais Mohammed V, en présence des membres du Gouvernement et ceux du cabinet de la Présidence.



C'est le premier imam de la Grande Mosquée Fayçal qui a dirigé la prière. Dans son sermon, El Hadj Mamadou Saliou Camara a mis l'accent sur la paix, l'unité nationale entre les musulmans, comme le recommande l'Islam. Il a ensuite prié pour le renforcement du tissu

social, la paix et la prospérité de la Guinée, sous la direction du Président Colonel Mamadi Doumbouya.

Au terme de la prière, l'honneur est revenu au ministre Secrétaire général de la Présidence, le colonel Amara Camara, de transmettre le

message de paix et de bonne fête du Président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya. « Au nom du Président de la Transition, le colonel Mamadi Doumbouya, Chef de l'Etat, Chef suprême des forces Armées, je voudrais remercier Dieu qui nous a permis de voir ce jour et en son nom personnel, pour dire qu'il s'est acquitté comme tous les fidèles musulmans d'une obligation religieuse. La fête d'aujourd'hui, il a prié avec tous les musulmans et il a imploré la Grâce de Dieu pour qu'il accepte nos prières et jeûnes et qu'il répande sa Grâce et tous ses biens faits sur la Guinée », a déclaré le colonel Amara Camara.

D'après toujours la DCI-PRG, le colonel Mamadi Doumbouya a par la suite rendu visite au ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Bachir Diallo, à son domicile sis au quartier Camayenne, dans la Commune de Dixinn.

Il faut toutefois reconnaître que les fidèles musulmans de Guinée ont célébré cette année l'Aïd el-Fitr dans un contexte particulièrement difficile.

Kèfina Diakité

Burkina Faso

## Au moins 11 agents de sécurité tués dans deux embuscades

Sept soldats et quatre supplétifs de l'armée du Burkina Faso ont été tués jeudi dans deux embuscades tendues par des « terroristes » dans les régions du Nord et du Centre-Nord, a annoncé l'armée dans un communiqué reçu vendredi par l'AFP.

Une première embuscade a eu lieu près de la ville de Sollé, tuant « deux militaires et quatre VDP », des Volontaires pour la défense de la patrie (supplétifs de l'armée), selon le communiqué de l'état-major de l'armée.

La seconde a pris à partie « des éléments de l'Unité spéciale d'intervention de la gendarmerie nationale (USIGN) à Ouanobé », tuant cinq gendarmes, ajoute-t-il.

Ces embuscades tendues par des « terroristes », terme utilisé par l'armée pour désigner les jihadistes particulièrement actifs dans le nord du Burkina, ont également fait neuf blessés, « évacués et pris en charge », selon l'état-major.

L'armée affirme que « côté ennemi, une vingtaine de corps de terroristes ont été dénombrés lors des opérations de sécurisation » et ajoute que « de l'armement, des munitions, des moyens roulants et de communication ont également été détruits ou récupérés ».

Le Burkina Faso, en particulier le nord et l'est, est la cible d'attaques jihadistes depuis 2015, perpétrées par des groupes armés dont certains sont affiliés à Al-Qaïda et à l'Etat islamique, qui ont fait plus de 2.000 morts et 1,8

million de déplacés.

Le nouvel homme fort du pays, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, qui a renversé le 24 janvier le président élu Roch Marc Christian Kaboré, accusé d'être inefficace face à la violence jihadiste, a fait de la question sécuritaire sa « priorité ».

Après une relative accalmie les semaines suivant sa prise de pouvoir, le régime militaire de M. Damiba doit faire face à une recrudescence d'attaques de jihadistes présumés qui ont fait plus de cent morts, civils et militaires.

Le 24 avril, quinze personnes, dont neuf soldats burkinabè, ont été tués et une trentaine blessés, lors d'attaques jihadistes simultanées contre deux détachements militaires dans le nord du pays, selon l'armée.

Le 8 avril, toujours dans le nord, un détachement militaire avait été visé par une attaque, tuant douze soldats et quatre VDP.

Début avril, le chef de l'Etat a annoncé la création de comités locaux de dialogue avec des groupes jihadistes locaux pour tenter d'enrayer les violences.

AFP

### Conduite de la transition par le CNRD

## La mise en garde de Saïkou Yaya Barry en AG de l'UFR

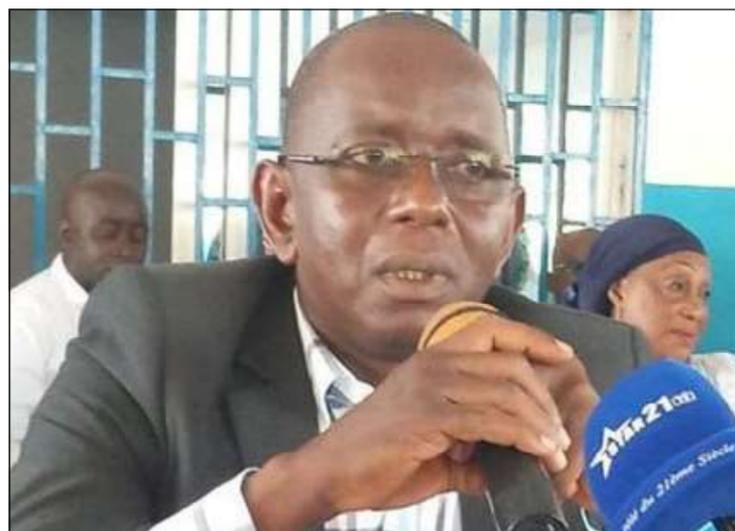
Le samedi 7 mai 2022, l'UFR, le parti de Sidya Touré, a tenu son assemblée générale hebdomadaire. Une occasion que son secrétaire exécutif, Saïkou Yaya Barry, a mise à profit pour mettre en garde la junte au pouvoir en Guinée depuis le 5 septembre. Le parti dit par ailleurs maintenir sa position par rapport à la durée de la transition, à savoir les 15 mois qu'il a eu à proposer par le passé.

« Le CNRD est sur un terrain politique. Ils sont en train de jouer dans notre terrain, ils ne connaissent pas ça. Qu'ils arrêtent. La récréation est terminée. Il faut terminer avec la transition, laisser les politiques faire leur travail. Installez avec nous les institutions constitutionnelles et vous allez vous occuper de la protection civile des citoyens. C'est ça votre travail », soutient Saïkou Yaya Barry. Et au CNRD, il n'a pas manqué de dire ceci : « je vous préviens, c'est un conseil. La récréation est terminée. Au lendemain, c'est pour vous

mettre dans le problème parce qu'aujourd'hui vous êtes dans la jouissance, dans l'extase du pouvoir, dans la puissance des biens de l'Etat pensant que les manigances et combines peuvent vous mener à une destination. Ça sera compliqué pour vous, vous le regretterez mais il sera trop tard. ». Pour ce lieutenant de Sidya Touré, le CNRD serait mal conseillé par un groupe de personnes. « Il y a des petites personnes autour de lui qui te font penser que tu peux tout faire parce qu'elles tirent profit de ta personne, du

CNRD. Chose qui est habituelle chez elles », estime-t-il. « Notre constitution nous permet d'organiser les élections même en 90 jours. Donc arrêtez de jouer avec les Guinéens. Si vous jouez avec le peuple, je vous promets, vous le regretterez. Et je vous informe qu'avec ou sans votre accord, nous sortons et nous défendons nos droits. Ce n'est pas une demande, c'est juste une information. », martèle Saïkou Yaya Barry.

Tidiane Diallo



Crimes de sang en Guinée

# Alpha Condé et Cie dans de beaux draps !

**Le Parquet Général près la Cour d'Appel de Conakry, à travers une note rendue publique, s'engage à rendre justice aux victimes du régime déchu, celui du professeur Alpha Condé. Des dizaines de personnalités ayant occupé de hautes fonctions durant la gouvernance du Pr Alpha Condé se trouvent donc dans le viseur de la justice.**

Le parquet général près la Cour d'Appel de Conakry instruit aux fins de poursuite judiciaire par voie de dénonciation contre les nommés:

1- Monsieur Alpha CONDE, ancien Chef d'Etat de la République de Guinée

2- Monsieur Mohamed Lamine BANGOURA, ancien Président de la Cour Constitutionnelle;

3- Monsieur Mohamed DIANE, ancien Ministre de la défense nationale

4- Monsieur Amadou Damaro CAMARA, ancien Président du groupe parlementaire à l'Assemblée Nationale;

5- Monsieur Naby Youssouf Kiridy BANGOURA, ancien Ministre Secrétaire Général à la Présidence;

6 Monsieur Claude Kory KOUNDIANO, ancien Président de l'Assemblée Nationale;

7- Monsieur Damantang Albert CAMARA, ancien Ministre de la

Sécurité et de la protection civile;

8- Monsieur Ibrahima Khalil



KABA, ancien Ministre des Affaires Etrangères et ancien Directeur de Cabinet à la Présidence de la République ;

9- Monsieur Tibou KAMARA, ex-conseiller spécial du Président de la République ;

10- Monsieur Mouctar DIALLO, ancien Ministre de la Jeunesse ;

11- Monsieur Bouréma CONDE, ancien Ministre de l'Administration du Territoire ;

12- Monsieur Sanoussy Bantama SOW, ancien Ministre des Sports et de la Culture;

13- Madame Zenab CAMARA, ancienne Cheffe de Cabinet du Ministère de l'Enseignement Supérieur;

14- Madame Domani DORE, ancienne députée à l'Assemblée Nationale;

15- Monsieur Toumany SANGARE, ancien Directeur Général

Douanes;

16- Monsieur Alhousseny Makanéra KAKE, ancien Député à l'Assemblée Nationale;

17- Monsieur Souleymane Dounoh KEITA, ancien Député à l'Assemblée Nationale

18- Docteur Ibrahima Kassory FOFANA, ancien Premier ministre, Chef du gouvernement;

19- Général Ibrahima BALDE, ancien Haut Com-

mandant de la Gendarmerie Nationale

20- Général Ansoumane CAMARA alias Baffoé, ancien Directeur Général de la Police;

21- Aboubacar Fabou CAMARA, ancien Directeur Central de la Police Judiciaire

22- Mohamed Lamine SIMAKAN, ancien Commandant de la B.I.R (Brigade d'Intervention Rapide)

23- Monsieur Madifing DIANE, ancien Gouverneur de Lab

24- Monsieur Aziz DIOP, ancien Préfet de Coyah

25- Monsieur Souleymane TRAORE, ancien Directeur du Fonds d'Entretien Routier

26- Monsieur Alpha Ibrahima KEIRA, ancien Ministre de la Sécurité et de la protection civile

27- Zénab Nabaya DRAME, ancienne Ministre de l'Enseignement Technique et de la formation professionnelle.

*Kèfina Diakité*

## Contre le changement climatique

# L'Afrique de l'Ouest lance sa stratégie

**INITIATIVE. En accord avec l'Union européenne, la Cedeao va mobiliser 278 milliards d'euros pour les dix prochaines années pour relever le défi climatique.**

Pour ne pas dépendre des seules dispositions et accords des différentes COP, les pays d'Afrique de l'Ouest ont décidé de prendre le taureau par les cornes dans leur lutte contre le changement climatique. Ainsi, les membres de la Cedeao viennent de se mettre d'accord sur une stratégie régionale. En accord avec l'Union européenne, ils ont prévu de dépenser quelque 278 milliards d'euros, soit 294 milliards de dollars, dans les dix prochaines années pour répondre aux défis posés par le réchauffement climatique. L'information a été donnée à Accra par Sékou Sangare, commissaire de la Cedeao en charge de l'Agriculture, de l'Environnement et des ressources en eau.

Accompagner les populations

dans de nouveaux styles de vie

« C'est important que nous nous réveillions car notre environnement est en train d'être détruit. Si nous perdons nos forêts et nos terres, alors nous allons tous migrer. Donc c'est la raison pour laquelle il nous faut protéger l'environnement », a indiqué le haut fonctionnaire de l'institution sous-régionale. Selon lui, la stratégie vise également à sensibiliser les gens à l'adoption de nouveaux styles de vie pour aider à combattre le réchauffement climatique. La dégradation et l'érosion des côtes sont des défis majeurs, en particulier en Afrique de l'Ouest, selon le rapport annuel sur l'état du climat 2019. Environ 56 % des côtes du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Togo sont touchées par



l'érosion, un phénomène qui est amené à s'accroître. À LIRE AUSSI

Une politique régionale compatible avec l'accord de Paris sur le climat

La montée du niveau des océans n'est pas la cause dominante, mais devrait se combiner à d'autres facteurs pour

exacerber les conséquences négatives des changements environnementaux, selon le rapport. L'impact du changement climatique devrait également avoir un impact sur les récoltes et la sécurité alimentaire, selon l'ONU. Point important : cette stratégie prévoit la coopération des institutions

régionales, des quinze États membres de la Cedeao, de leurs partenaires et des acteurs de la société civile. Elle vise également à une politique régionale qui soit compatible avec l'accord de Paris sur le climat.

*Par Le Point Afrique (avec AFP)*

Conseil des ministres

# Le président de la transition recommande de garder la cohérence dans la communication gouvernementale

La Session Ordinaire du Conseil des Ministres s'est tenue ce jeudi 5 mai 2022 de 10H à 12H, sous la haute autorité de son Excellence Monsieur le Président du CNRD, Président de la Transition, Chef de l'Etat, Chef Suprême des Armées, le Colonel Mamadi DOUMBOUYA.

Les points suivants étaient inscrits à l'ordre du jour :

I. MESSAGE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA TRANSITION.

II. COMMUNICATIONS.

III. DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS.

IV. DIVERS. I. MESSAGE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA TRANSITION

Le message du Président du CNRD, Président de la Transition, Chef de l'État, Chef Suprême des Armées était principalement axé sur son adresse à la nation du Samedi 30 avril 2022. De toutes les consultations engagées à tous les niveaux, depuis le début de la transition, avec toutes les composantes de la nation, il ressort une proposition médiane d'une durée de la Transition de 39 mois. Le Chronogramme proposé sera soumis au Conseil National de la Transition (CNT) conformément à l'article 77 de la Charte de la Transition

Le Chef de l'État a par ailleurs invité les membres du gouvernement à s'approprier davantage du contenu de la Charte et à faire de la pédagogie pour expliquer les enjeux et la vision de la Transition sur l'ensemble du territoire national, auprès des institutions internationales, du corps diplomatique et des Guinéens de l'Étranger. Il leur a également recommandé de garder la cohérence dans la communication gouvernementale.

Au terme de son message, le Président de la Transition a instruit le Gouvernement de réaliser les actions concrètes pour l'amélioration des conditions de vie de la population.

II. COMMUNICATIONS

Le Premier Ministre a fait un compte rendu de sa dernière visite aux lieux saints de l'islam marquée par le très bon accueil réservé à sa personne par les autorités saoudiennes.

Il a profité de cette occasion pour effectuer des prières de paix et de réussite à l'endroit de notre pays ainsi qu'à l'égard du Président de la Transition.



Le Chef du Gouvernement a invité à la bonne compréhension et à la collaboration des membres du gouvernement pour une bonne coordination du travail gouvernemental.

Le Ministre du Travail et de la Fonction Publique a fait une communication relative à la gestion des permis de travail. Il a identifié un certain nombre de difficultés, dont entre autres :

§ Le faible niveau de recensement des travailleurs expatriés ;

§ Les exonérations abusives en faveur de certaines entreprises ;

§ Les manquements avérés dans l'application de la loi sur l'emploi des étrangers en Guinée, etc.

La Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation a fait une présentation au nom de ses collègues de L'Enseignement Technique et de l'Enseignement Pré-Universitaire relative aux réformes du Système Éducatif.

Elle a informé que cette communication fait suite aux instructions du Président de la Transition en faveur de la mise en place d'une synergie d'action entre les trois départements en charge de l'éducation.

Elle a indiqué que cette syner-

gie d'action s'est matérialisée par une rencontre se traduisant par des réformes urgentes et globales.

Le Ministre des Infrastructures et des Transports a fait une communication relative au Mécanisme de Financement par Emprunt pour la Construction des Infrastructures.

III. DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS

A l'issue de la Communication du Ministre du Travail et de la Fonction Publique relative à la gestion des permis de travail, le Conseil a fait les recommandations suivantes :

1. Sécuriser le système de gestion des Permis de Travail à travers la digitalisation ou la biométrie ;

2. Recenser de façon exhaustive les étrangers travaillant sur le territoire national ;

3. Créer un visa spécifique pour les travailleurs ;

4. Mettre en place un plan de mise en œuvre des recommandations ;

5. Identifier les secteurs économiques sous tension en termes d'emploi ;

A l'issue de la Communication Conjointe des Ministres en Charge de l'Éducation relative aux réformes du Système Éducatif et Rencontres Périodiques, le Conseil a

adopté les décisions et recommandations suivantes :

1. Prévoir les investissements en infrastructures dont le système éducatif a besoin ;

2. Séquencer les propositions dans le secteur éducatif en tenant compte du court, du moyen et du long terme ;

3. Relancer le programme décennal avec les Émirats arabes-unis consacré au développement du système éducatif et s'inspirer des bonnes pratiques de l'expérience Rwandaise en y envoyant une mission de terrain ;

4. Relancer le programme de construction de quatre universités dans le cadre de la coopération sino-guinéenne ;

5. Réformer en profondeur et structurellement la formation et le perfectionnement des personnels enseignants (ENI,

ISSEG, ENPETP Formation des formateurs de l'enseignement supérieur) ;

6. Réformer le recrutement post-baccalauréat et les passerelles (MEPUA, METFP, MESRI) ;

7. Réformer les programmes d'enseignement et de formation ;

8. Mettre en place un Conseil Supérieur de l'Éducation, de l'Enseignement et de la Formation.

IV. DIVERS

La Ministre de l'Information de la Communication a fait un bref compte rendu de la mission conduite dans le cadre des pèlerinages à Boffa.

Elle a salué le bond qualitatif que la Guinée vient d'enregistrer dans le classement des pays respectant la liberté de la presse.

La Ministre de la Promotion féminine a rendu compte des négociations entamées avec les handicapés suite à leurs manifestations.

A ce propos, il lui a été instruit de faire une communication relative à la prise en charge de l'indigence dans notre pays.

Le Ministre de l'Économie, des Finances et du Plan a informé le Conseil du succès que rencontre le lancement des ODT sur le marché. Sur un projet initial de 1500 milliards de francs guinéens, 711 milliards ont déjà été levés.

Conakry le, 5 mai 2022

Ousmane Gaoual Diallo,  
Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire, Porte-Parole du Gouvernement

Lisez le journal numérique sur le site



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

## Les Témoins de Jéhovah reprennent leurs réunions culturelles en présentiel



Après deux ans de réunions virtuelles, les assemblées locales se réuniront en présentiel à partir du 1<sup>er</sup> avril 2022.

Dans le monde entier, les assemblées locales des Témoins de Jéhovah se réuniront à nouveau en présentiel à partir du 1<sup>er</sup> avril 2022, sauf si les mesures gouvernementales l'empêchent.

Depuis deux ans, les lieux de culte des Témoins de Jéhovah n'ont globalement pas été utilisés. Par suite de la pandémie, les risques associés aux réunions en présentiel étaient trop élevés. Les Témoins de Jéhovah en Guinée ont également suspendu leur activité publique d'évangélisation à partir du 20 mars 2020. Depuis lors, ils contactent leurs voisins par courrier ou par téléphone, tout en tenant leurs réunions culturelles par visioconférence. Il y a environ 1,113 Témoins de Jéhovah en Guinée, réparties dans quelques 30 assemblées locales. Pourtant, malgré les moyens virtuels, l'assistance moyenne à leurs réunions culturelles a été en moyenne

de 1,879 assistants pendant cette période. « Nous sommes touchés d'avoir vu autant de personnes de la région rejoindre nos réunions virtuelles, pour y trouver encouragement et espérance » déclare Monsieur Thierry Pourthié, porte-parole des Témoins de Jéhovah. « Nous avons hâte de rencontrer enfin tout ceux que nous avons côtoyé, jusqu'à maintenant, par écrans interposés ».

« Les Témoins de Jéhovah du monde entier sont vraiment joyeux à cette idée », déclare Monsieur Pourthié. « Nous rassembler par des moyens technologiques a été vraiment bénéfique, mais assister en personne à une réunion est irremplaçable. Nous avons attendu ce moment pendant la plus grande partie de ces deux années ».

Pour assurer la sécurité des assistants, des instructions ont été envoyées aux assemblées locales de Guinée. Ces instructions prévoient la mise en place de réunions hybrides. Ces six derniers mois, beaucoup de « salles du Royaume » (les

lieux de culte des Témoins de Jéhovah) ont été équipées de moyens technologiques permettant à tous les assistants, physiquement présent ou connectés à distance, de participer aux réunions. Un programme pilote, réalisé dans plusieurs pays en octobre et novembre dernier, a permis d'analyser comment atteindre cet objectif. Les informations obtenues grâce à ces réunions pilotes permettent d'utiliser à nouveau les salles du Royaume, là où la loi l'autorise.

« Dans cette période de divisions, cela réchauffe le cœur d'observer la paix et l'unité des Témoins de Jéhovah », déclare Monsieur Pourthié. « Nous réunir à nouveau en présentiel nous rapprochera encore plus les uns des autres. Nous avons hâte de nous retrouver ».

Pour l'instant, les Témoins de Jéhovah n'ont pas prévu de reprendre leur activité publique d'évangélisation. Ils continuent donc de contacter leurs voisins par téléphone et par courrier. En novembre 2021, à compter du début de la pandémie, les Témoins de

Jéhovah en Guinée avaient consacré plus de 79,790 heures à donner des cours bibliques virtuels, et à reconforter leurs voisins par courrier ou appels téléphoniques. Au plan international, ils ont produit 77 nouvelles traductions de la Bible et tenu leurs assemblées régionales, par des moyens virtuels, en plus de 500 langues.

« Nous n'avons pas perdu notre temps ces deux dernières années », déclare Monsieur Pourthié. « Dans cette période compliquée, les Témoins de Jéhovah se sont volontiers soutenus, tout comme il l'ont fait pour leurs voisins. C'est ce que l'amour et l'unité signifient vraiment ».

Deux événements importants suivront le retour des réunions en présentiel, pour chacune des

120 000 assemblées locales des Témoins de Jéhovah dans le monde. Le premier d'entre eux est un discours spécial intitulé : « Où pouvez-vous trouver le véritable espoir ? ». Il sera